

Une table ronde pour JOB

Michel Vayssières vient d'adresser au préfet la lettre suivante : « J'ai rencontré, avec M^{me} Claudie Fontes, conseillère municipale de Toulouse, des délégations syndicales et du CE de l'entreprise JOB-Sept-Deniers.

» Nous avons examiné la situation de cette usine avec ses deux cent quatre-vingt-dix emplois en danger et les mesures qui, d'urgence, doivent être prises.

» Il nous paraît évident que tout doit être fait pour stopper le processus à caractère exclusivement financier qui, depuis 1986, lors du rachat par le groupe Bolloré, a déjà conduit à cent soixante-dix suppressions d'emplois.

» Le groupe Bolloré a, nous semble-t-il, un devoir impérieux d'investissements financiers pour des diversifications industrielles et commerciales. Des ac-

tivités locales et régionales en dépendent avec des centaines d'emplois dont les deux cent quatre-vingt-dix actuels de l'usine des Sept-Deniers.

» Dans un premier temps, il nous semble que tous ceux qui, à des titres divers, ont des responsabilités locales, régionales et nationales, qui ont un pouvoir d'influence et de décision et sont les premiers concernés doivent se réunir : direction de l'entreprise, le groupe Bolloré ; les salariés et leurs représentants ; la chambre patronale de la Haute-Garonne ; les pouvoirs publics ; la ville de Toulouse ; le conseil régional ; le conseil général de la Haute-Garonne.

Le but : mettre à plat la situation et définir les conditions du maintien des emplois et de l'activité.

Michel VEYSSIERE,
conseiller régional.

Job Parilux : trois cents emplois menacés à Toulouse

Face aux risques de disparition de la société Job Parilux et à la suppression programmée, les trois cents emplois qu'elle occasionne, le Groupe socialiste du conseil municipal de Toulouse tient à apporter son soutien le plus vif aux salariés et aux organisations syndicales qui luttent actuellement pour le maintien des emplois et la sauvegarde du groupe papetier.

Reconnu mondialement pour la qualité de sa production, Job Parilux risque aujourd'hui de disparaître inexorablement de la

carte économique toulousaine.

Après avoir interpellé les pouvoirs publics, les élus socialistes s'interrogent, à l'heure où le gouvernement d'Alain Juppé parle de combattre « efficacement » le chômage, sur les propositions de la mairie de Toulouse concernant la situation de Job Parilux et les actions qu'elle compte entreprendre contre les licenciements à venir.

Jacques LEVY, président
du Groupe socialiste
municipal.

Social

Les Job bloquent le péage

Les salariés de l'entreprise toulousaine Job mobilisés depuis deux semaines pour trouver à leur usine, à leur production et à leur emploi une solution d'avenir, poursuivent leurs manifestations sur la voie publique.

Ce vendredi après-midi, ils ont arrêté le travail, pour bloquer le péage de l'autoroute vers Bordeaux.

Le syndicat CGT dénonce : « les matières premières font défaut ; les fournisseurs, les entreprises extérieures, ne sont pas payés ».

Il déclare : « le personnel décide de demander aux instances habilitées et aux pouvoirs publics de mettre le plus rapidement possible l'usine Job du quartier des Sept-Deniers sous contrôle judiciaire ».

Les représentants des salariés demandent à être reçus pour que s'engage la procédure.

En attendant, les actions se multiplient : lundi, en fin de matinée, le personnel hors faction distribuera des tracts aux automobilistes, carrefour Purpan, comme cette semaine, aux passants, gare Matabiau.

Et mardi, à l'appel du syndicat Filpac-CGT, ils devraient participer à la manifestation interprofessionnelle en convergence avec la manifestation nationale de l'Energie-CGT, allées Jean-Jaurès, à Toulouse ; avec, à cette occasion, arrêt de travail à partir de midi et jusqu'à la fin de la manifestation.

LA DEPECHE DU MIDI

Les élus de Toulouse « attentifs » aux préoccupations des Job

Jean-Claude Paix, député, conseiller délégué, et Michel Valdigué, adjoint au maire, communiquent :

La mairie de Toulouse, plus particulièrement les élus, se préoccupent avec une attention particulière des personnels de l'entreprise Job face à l'avenir de l'unité de fabrication implantée

sur le territoire communal.

Nous avons reçu, le 11 septembre dernier, les délégués du personnel afin d'être informés sur les menaces qui pèsent sur cette entreprise, et de voir avec eux les démarches qui pourraient être entreprises vis-à-vis tant de la direction de Job que du ministère de l'Industrie ou du ministère du Travail.